



La FSU engagée pour gagner contre les violences faites aux femmes au travail

Cinq ans après l'onde de choc provoquée par #Meetoo dans le monde du travail et dans toutes les sociétés, la journée internationale 2022 contre les violences faites aux femmes permet cette année encore de dénoncer ensemble ce fléau qui sévit partout dans le monde.

Les violences sexistes et sexuelles sont à combattre et plus encore dans les zones de conflits armés où les viols sont toujours utilisés comme arme de guerre et où les droits à l'alimentation, à l'éducation, à la sécurité et à la santé régressent fortement - impactant plus massivement les femmes et les filles -.

En cette année 2022, la FSU salue le courage et la détermination des femmes iraniennes et du peuple iranien qui se soulèvent pour une société plus juste et égalitaire. La FSU rappelle aussi son soutien aux femmes afghanes en butte à un pouvoir autoritaire qui réduit toujours plus leurs droits, aux femmes ukrainiennes et russes et à toutes celles qui luttent pour de nouveaux droits. La FSU continuera de mener les combats pour les droits des femmes et pour une paix juste et durable car ils sont intimement liés.

En France, les slogans et les grandes déclarations du gouvernement sont ridicules tellement les faits et les chiffres sont révélateurs de son inaction : le nombre de féminicides a déjà dépassé celui de l'an passé, le harcèlement, les agressions sexuelles et les viols persistent au travail comme ailleurs. Les moyens donnés aux associations spécialisées sont très insuffisants comme ceux fléchés vers les services publics de l'éducation, la police et la justice.

Par la détermination de ses militantes et militants, la FSU a déjà obtenu la création des cellules d'écoute, la nomination de référentes violences sexistes et sexuelles (VSS) parmi les représentant-es des personnels aux CHSCT, une campagne de sensibilisation aux VSS, et la prise en compte des violences conjugales par les employeurs publics. Néanmoins, le manque de moyens dédiés et les freins existants dans de nombreux ministères impliquent que ces outils incontournables ne sont toujours pas opérationnels.

La FSU continuera de défendre pied à pied toutes les mesures pour contraindre les employeurs publics à mener des politiques ambitieuses contre les violences faites aux femmes au travail.

La FSU s'associe au mouvement féministe pour exiger 2 milliards d'euros, pour gagner les moyens d'agir efficacement contre les violences sexistes et sexuelles, notamment pour créer des places d'hébergement pour protéger toutes les victimes et renforcer leur accompagnement. Dans la fonction publique, la tolérance zéro et le devoir d'exemplarité des employeurs publics doit s'appliquer. Là encore le manque de volonté politique et de financement est largement en cause. Pour la FSU, les services publics doivent être renforcés pour orienter, protéger et accompagner toutes les femmes en situation de violences au travail et de violences conjugales.

**À Grenoble : Manifestation vendredi 25 novembre
Départ 18 h Place Notre Dame**